



Direction départementale des Territoires
et de la Mer

Service Environnement

PREFECTURE de la MANCHE

ARRETE PREFECTORAL N° 50-2009-00276
PORTANT DECLARATION
AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT
Réhabilitation du réseau de collecte et de la station d'épuration
COMMUNE DE DRAGEY - RONTNTHON

Le préfet de la MANCHE
Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement de eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge organique supérieure à 1.2 kg/j de DBO5 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 25/11/2009, présenté par COMMUNE DE DRAGEY - RONTNTHON représenté par Monsieur le Maire, enregistré sous le n° 50-2009-00276 et relatif à Réhabilitation de la station d'épuration ;

VU le projet d'arrêté adressé à Monsieur le maire de la commune DRAGEY - RONTNTHON, en date du 10 mai 2010 ;

Vu le courrier en date du 1^{er} juin 2010 par lequel la commune a fait valoir ses observations ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la MANCHE ;

ARRETE

Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la COMMUNE DE DRAGEY - RONTNOL représenté par Monsieur le Maire de sa déclaration en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

Réhabilitation du réseau de collecte et de la station d'épuration

et situé sur la commune de DRAGEY - RONTNOL.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007

Le déclarant doit se conformer aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité sauf dispositions contraires précisées ci dessous.

Article 2 : Système de collecte :

Afin de sécuriser la collecte, les postes de refoulement 2 et 4 seront équipés de télésurveillance (active). Tout trop-plein ou by-pass, éventuel, seront équipés afin de définir la fréquence de surverse vers le milieu naturel. *plumpe rouge ok -*

Aucun rejet direct au milieu ne devra être réalisé à la fréquence trimestrielle, et à la fréquence semestrielle au 01/01/2015.

Le déclarant transmettra au service chargé de la Police des eaux :

- un bilan relatif à la restauration du réseau de la « Bulaine » dans un délais d'un an à compter de la signature du présent arrêté, *OK. fut*
- un bilan annuel des déversements directs,
- un planning prévisionnel de réhabilitation du réseau dans un délais d'un an à compter du bilan ne respectant pas l'objectif ci-dessus ou que le débit d'entrée est supérieure à 270 m3/j..

Eaux parasites : boites de brancht non étanche.

Article 3 : Période de travaux

Les travaux de réhabilitation de la station d'épuration devront être réalisés en période de basse saison touristique.

Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article R 421-1 du Code de justice administrative à compter de son affichage à la mairie de la commune de DRAGEY - RONTNOL.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Article 5 : Publication et information des tiers

Une ampliation du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de DRAGEY - RONTON, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la MANCHE pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la MANCHE,

Le maire de la commune de DRAGEY - RONTON,

Le directeur départemental des Territoires et de la Mer de la MANCHE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Le 4 JUIN 2010

A SAINT LO

Pour le préfet de la MANCHE

Préfet,

Secrétaire générale

Pour copie certifiée conforme à l'original et transmise à :

M. le sous-préfet d'AVRANCHES

M. le maire de DRAGEY-RONTHON

M. le chef du SATESE - Maison du Département - SAINT-LO

M. le directeur territorial et maritime des Rivières de Basse-Normandie – 1 Rue de la Pompe – B.P.
70087 – 14203 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX

ONEMA – Service départemental de la Manche – 16 Rue de l'Ecluse Chette
50200 COUTANCES

M. le directeur départemental des territoires et de la mer – Service environnement – Boulevard de la
Dollée – 500015 SAINT LO CEDEX

Madame la Directrice de la Délégation Territoriale Départementale de l'Agence Régionale de Santé -
SAINT-LO

SAINT-LO, le 14 juin 2010

Pour le Préfet, et par délégation,

Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,

Le responsable de la police de l'eau continentale,

Rémy BRUN.



III. NATURE, CONSISTANCE ET OBJET DE L'OUVRAGE, DES INSTALLATIONS OU DES TRAVAUX

III.1. NATURE

Système d'assainissement des eaux usées domestiques : réseau de collecte des eaux usées domestiques et station de traitement des eaux usées domestiques.

III.2. CONSISTANCE

Réseau de collecte des eaux usées domestiques d'une longueur approximative de 11 km et de 4 postes de refoulement.

Traitement de ces effluents par une station dépuration de type culture fixée (biodisques) et lagunage de finition.

Rejet des eaux traitées dans une zone humide reconstituée. L'éventuel excédent rejoint le ruisseau de Chantereine.

III.3. VOLUME

Le flux polluant à prendre en compte à terme est de 1500 EH, soit 90 kg de DBO5 par jour à capacité nominale.

Le flux hydraulique à prendre en compte est de 1800 EH, soit 270 m³/j en comptant 150 l/jour/EH.

III.4. OBJET DE L'OUVRAGE

Traiter un flux polluant de 90 kg de DBO5 par jour et 270 m³/jour, de façon à atteindre au minimum le niveau de rejet indiqué dans le tableau ci-dessous. Ces niveaux de rejet sont issus de l'arrêté du 22 juin 2007 (NOR : DEVO0754085A).

Paramètre	Concentration ou rendement
DBO5 (Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours)	35 mg/l ou 60 %
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	60 %
MES (Matière En Suspension)	50 %

Des compléments de traitement sont apportés pour satisfaire aux contraintes de rejet :

Paramètre	Concentration ou rendement
Abattement bactériologique	Supérieur à 4 UL

Le rejet des eaux traitées se fera vers une zone humide reconstituée et l'éventuel excédent est dirigé vers le ruisseau de Chantereine.

